

Proche-Orient: pour quelques cadavres de plus... On en reparlera cette année¹

Le ciel reste bien sombre sur la Palestine. Il est rouge sang sur l'Irak. En Afghanistan, la guerre civile fait rage et les Talibans ont me verbe haut. Le Liban reste sous haute tension. La politique des ultras américains y est pour beaucoup. Et Bush s'obstine.

Le président Bush n'hésite plus guère à avouer qu'il risque fort de perdre la guerre d'Irak. Bien sûr, il s'exprime à demi-mots. Et personne, sauf peut-être le quarteron de ses derniers affidés, ne semble savoir quelle leçon il tirera, d'ici la fin de son mandat, de la situation, en Mésopotamie, en Afghanistan et plus largement dans toute une région sur laquelle plane le spectre mortel de la guerre civile. Comment répondre à cette simple question : pourquoi maintenir en vain et au prix du sang et de l'horreur des dizaines de milliers de soldats ? Ou comment les rapatrier sans donner l'image d'une humiliante défaite à la plus grande puissance mondiale ?

Certes, à peine connue l'exécution par pendaison de Saddam Hussein, George W. Bush a tenté de croire à un instant de répit, lui que l'on dit de plus en plus déprimé. Mais, outre que les Etats-Unis restent une des très rares démocraties – de plus en plus formelle - où l'on se réjouit d'une mise à mort, il fallait être bien naïf pour s'imaginer que le procès et le lynchage du tyran, essentiellement mis en scène par des bureaucrates de Washington – autrement dit par l'occupant – pouvaient ne fut-ce que ralentir le cycle de la violence religieuse, clanique ou interethnique. Mais il faudrait être tout aussi sot pour penser que M. Bush est homme à reculer devant tous les sacrifices (des autres) pour aller de l'avant dans une aventure pour le moins incertaine.

« L'Amérique risque la faillite »

Comme le notait récemment le politologue américain Dick Howard dans le Soir, « *ce qui me frappe le plus, c'est l'insistance avec laquelle s'est mis le président à annoncer des 'sacrifices' pour l'année prochaine (2007.ndlr). Au lendemain du 11 septembre, il nous appelait à revenir à notre vie ordinaire (...) L'armée américaine est cassée, l'Amérique risque de faire faillite et on n'en parle pas (...) Même si l'on croit à l'esprit démocratique de l'Amérique, il est difficile de penser que la présidence actuelle va objectivement rendre la situation très compliquée pour les 10 ou 15 prochaines années.* »² Et M. Howard évoquait un pouvoir arrogant et qui n'a plus de limites. Le prix à payer de cet état de fait est lourd au plan interne et dramatique d'Irak en Palestine où les Etats-Unis ont largement contribué à souffler sur le brasier. Plusieurs observateurs constatent que George Bush et Condoleeza Rice, la secrétaire d'Etat, se sont réparti les tâches. Au premier, le désastre irakien. A la seconde, l'inextricable dossier proche-oriental. En déplacement en Jordanie et en Irak, Bush a une fois de plus montré l'indigence de sa pensée : « *Nous avons intérêt à faire prévaloir la liberté au Moyen-Orient et d'abord en Irak. C'est la raison pour laquelle l'idée d'une sortie élégante est totalement irréaliste.* » C'est aussi la raison pour laquelle il veut augmenter les troupes dans un pays où la guerre civile est désormais une réalité et où s'éloigne sans cesse la possibilité d'une réconciliation porteuse d'espoir.

30 000 hommes de plus ?

Mais dans le même temps, Bush doit donner des gages à ses alliés sunnites dans une région qu'il persiste à concevoir sous influence. Soit débloquer un tantinet l'éternel dossier israélo-palestinien. C'est pourquoi Mme Rice a fait pression sur le Premier ministre israélien Ehud Olmert pour qu'il reprenne ses

¹ Article paru dans le N° 301 du *Journal du mardi*, 9 janvier 2007

² « Bush pense avant tout à son héritage ». Le Soir du 29 décembre 2006.

conversations avec le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Mais avec quelles perspectives concrètes ? Bush patauge. A la mi-décembre, dans son style si personnel, l'histriion de Washington déclarait : « *Nous ne gagnons pas la guerre, nous ne la perdons pas non plus.* » Mais si le ton est nouveau, l'idéologie ne l'est pas : « *Je suis enclin à penser que nous devons augmenter nos effectifs, l'armée de terre, les marines.* » Ce serait là un des axes de la « *nouvelle stratégie* » en Irak, le « *premier front* », sur laquelle ont planché les élites de la Maison-Blanche et qui était attendue depuis l'échec républicain aux élections parlementaires du 7 octobre.

Situation absurde, selon le *Washington Post*, ce sont les militaires du Pentagone qui ont marqué le plus nettement leur « *désaccord unanime* » à un élargissement de la présence US en Irak, faute de mission précise assignée aux troupes et devant le danger de stimuler encore l'insurrection. Le commandant en chef des forces armées en Irak, maintenant dégomme par la Maison Blanche a dit et répété que de nouveaux renforts seraient « *inutiles, voire contre-productifs.* » De plus, l'armée américaine serait en passe d'atteindre le point de rupture, faute d'effectifs combattants suffisants, ce qui serait un très dangereux signal envoyé aux ennemis de l'Amérique. Qu'importe. Bush parle toujours de « *stratégie de victoire* ». Et quelque 30 000 soldats, selon ses vœux, devraient venir renforcer les 140 000 Américains déjà engagés en Irak. Il est peu probable que le Congrès le soutienne. Élément qui a son importance, les renforts devraient désormais plus veiller à la sécurisation de certaines zones qu'à la formation des troupes irakiennes en vue d'un transfert de pouvoir. Du grain à moudre pour ceux qui affirment que les marines sont bel et bien appelés à rester un long moment encore.

Un retrait « responsable »

Loin de ces paris hasardeux, les recommandations de la commission Baker-Hamilton, faisaient notamment d'un règlement global du conflit israélo-palestinien la pierre angulaire de toute nouvelle approche de la guerre en Irak -, proposaient de reprendre les contacts avec la Syrie et l'Iran et prônaient un début « *responsable* » de retrait des « *boys* » tout en limitant la fonction de ceux-ci à la protection des soldats irakiens. Ce faisant, elles ont souligné, comme l'a écrit le *New York Times*, « *la formidable accusation de faillite envers Bush.* » Mais le camp des faucons ne désarme pas. Deux de leurs représentants les plus emblématiques, Robert Kagan et William Kristol ont fait savoir que ce document ne disait rien de neuf et qu'il « *n'y a rien qui puisse forcer Bush à prendre une voie différente de celle qu'il a choisie.* » Au moment où, selon les sondages, 75% des Américains penchent pour une révision complète de la politique états-unienne et réclament un retrait du contingent d'ici mars 2008. Au moment, aussi, où un Américain sur deux juge que l'Irak est « *un nouveau Vietnam* ».

Innommable gâchis

On en est donc là après trois ans de mensonges pour justifier une guerre à forte odeur de pétrole d'abord déclarée gagnée et qui s'est transformée en un innommable gâchis. Après qu'il fut démontré que l'Irak ne disposait plus d'armes de destruction massive et que Saddam n'était pas un ami de Ben Laden, les bushistes ont brandi le drapeau de la démocratie qu'il fallait imposer dans le Moyen-Orient au prix du sang. Le peuple américain n'est plus dupe et son président patine dans la choucroute, toujours plus balourd, toujours plus incohérent. Certains vont même jusqu'à parler de schizophrénie aiguë devant sa totale incapacité à donner désormais du sens à la guerre « non gagnée ». Et qu'importe le prix en vies humaines et en dollars. Comme le notait récemment l'hebdomadaire français *Marianne*, « *l'heure est au moins autant à l'écoeurement qu'à la psychanalyse collective. 'Notre choix réside désormais entre une très mauvaise décision et une pire encore'*, résume, désabusé, le journaliste Fallows (...) ». « *De toute façon l'Irak est perdu, renchérit l'ancien conseiller de Bill Clinton Ivo Daalder 'Il nous faut désormais rétablir une politique étrangère susceptible de gérer au mieux*

les séquelles de notre défaire'.»³

Plus de trois mille boys tués

Si 2006 fut une *annus horribilis* pour George W., 2007 risque donc fort de ne pas l'être moins. Ni pour lui, ni d'ailleurs pour les peuples victimes de ses errances politiques. En un moment de grande candeur, le président a confirmé que la mort soigneusement mise en scène de Saddam Hussein ne mettrait pas un terme aux violences qui déchirent l'Irak. Le jour même de l'exécution, une série d'attentats faisait 77 morts à Bagdad et à Koufa. L'armée américaine annonçait, de son côté, la mort de 107 soldats au cours du seul mois de septembre.

Avec plus de trois mille tués, l'US Army a dépassé la barre symbolique du nombre de décès dans les attentats du 11 novembre 2001. « *Ils se font massacrer là-bas* » a martelé la mère d'un jeune marine mort dans l'effondrement du World Trade Center. Au nom de la lutte contre le terrorisme, comme continue à la soutenir une partie de l'administration Bush ?

Un procès sous influence

La manière même dont a eu lieu l'exécution de Saddam Hussein ne renforce pas cette thèse. Le 26 décembre, la Haute cour d'appel irakienne parlait d'une mise à mort dans les trente jours. Personne n'a imaginé qu'elle aurait lieu dans les 72 heures et en catimini. Comme s'il fallait se débarrasser au plus vite d'un témoin gênant que l'on a fait taire tant de fois durant le procès. Certes, l'homme était un despote sans scrupules et aurait mérité la prison à vie. Mais il est utile de rappeler quelques faits. Hussein n'a pas été jugé par un tribunal international et indépendant, comme l'avait demandé notamment la Fédération internationale des droits de l'homme, mais par une juridiction mise en place et contrôlée de bout en bout par les occupants. Outre la partialité d'un tribunal siégeant sous occupation militaire dans un pays plongé dans la guerre civile, certains ne souhaitaient pas que ce procès soit aussi celui de certaines puissances, si l'on se souvient combien Bagdad fut courtisée par les capitales européennes et occidentales. Après tout, jusqu'en 1989 Saddam fut un allié des Etats-Unis. Et l'occident aida massivement son régime dans la guerre contre l'Iran. Avec des hélicoptères, des avions, des missiles et autres armes lourdes ou biologiques...employées ensuite par le régime, non seulement contre l'armée iranienne mais des civils irakiens. C'était l'époque où Washington bloquait au Conseil de sécurité les résolutions condamnant les crimes de guerre irakiens contre les troupes de Khomeyni. Saddam Hussein a emporté tous ces faits gênants dans sa tombe.

Sinistre dilemme

D'une manière générale, de l'avis même de Kofi Annan, qui fut secrétaire général de l'ONU jusqu'au 31 décembre, la situation en Iran aujourd'hui est « *bien pire* » que la guerre civile, vu « *Le niveau de violence, le nombre de personnes tuées, l'amertume et la façon dont les forces s'organisent les unes contre les autres.* » M. Annan est allé jusqu'à considérer sur les ondes de la BBC que la vie des Irakiens est plus difficile que sous la dictature du tyran : « *Si j'étais un Irakien moyen, je ferais de toute évidence la même comparaison, à savoir qu'il y a eu un dictateur brutal mais qu'à l'époque, les rues étaient sûres, ils pouvaient sortir, leurs enfants pouvaient aller à l'école et revenir à la maison.* » Sinistre dilemme. Plus largement Kofi Annan a dressé un tableau pessimiste de la situation dans l'ensemble du Moyen-Orient, la qualifiant de « *très inquiétante* ». « *Nous devons regarder ces pays comme un ensemble, pas comme des conflits isolés (...)* L'ONU ne s'est toujours pas remise » de cet échec que

³ "Le choc ». Marianne daté du 16 au 22 décembre.

fut l'invasion illégale de l'Irak en 2003. Quant au grand dessein proclamé par M. Bush d'apporter « sa » démocratie au « Grand Moyen-Orient », elle est pour le moins compromise, vu le chaos actuel.

Palestine : un ciel bien sombre⁴

Sharon, lorsqu'il était aux commandes, en rêvait. Semer la zizanie dans les territoires occupés. Provoquer les prémices d'un affrontement entre groupes palestiniens. Diviser pour différer encore la reprise des pourparlers pour une issue au conflit. Depuis des mois, des éléments des milices armées des différentes factions règlent leurs différends à coups de fusil. Les uns, dans les rangs du Hamas, traitent les autres de traîtres vendus à l'ennemi israélien et à Washington. Le Fatah voit dans les rangs du Hamas des fanatiques imperméables à l'évidence des faits et de l'histoire. Mais il faudrait parler aussi des règlements de comptes entre familles et clans divers. Ni les tentatives inabouties de mettre en place un gouvernement d'union nationale, ni la menace persistante du président Abbas de recourir à des élections anticipées n'ont semblé, à ce jour, calmer le jeu. Et pendant ce temps-là, l'armée israélienne alterne allègrement opérations punitives et (très) léger allègement de la chape de plomb qu'elle fait peser sur les territoires. Mais la colonisation se poursuit et le boycott décrété par les occidentaux aggrave la situation sociale et sanitaire.

Certes, les dirigeants palestiniens de tous bords relativisent. Récemment encore, Hind Houry, représentante de la Palestine en France se voulait rassurante : « *Je n'imagine pas que les affrontements entre le Fatah et le Hamas vont s'étendre parce que la société palestinienne constitue un ensemble homogène. Il ne s'agit pas de violences de type communautaire. Au sein d'une même famille, vous avez des gens qui sont du Fatah, d'autres du Hamas. De manière générale, les Palestiniens sont choqués par cette violence fratricide. Et bien que la situation soit extrêmement fragile, des gens de bonne volonté, mais aussi des pays arabes, font leur possible pour que cela cesse.* » Mais le temps presse : « *Ou bien il y a un gouvernement d'union nationale ou il faudra en appeler au peuple pour décider par les urnes quelle direction doivent prendre les dirigeants politiques.* » Sinon ?

Un vide politique

De son vivant, Yasser Arafat a été un élément fédérateur incontesté pour tout le peuple palestinien. Incontesté mais tenté par des comportements autocratiques et disparu sans laisser derrière lui une équipe légitime, capable de gérer dans la confiance du peuple un Etat qui en reste à l'état d'ébauche. Ce que le spécialiste du Proche-Orient, Gilles Paris, résumait voici peu en ces termes dans *Le Monde* : « *la mort de Yasser Arafat a laissé un vide que ni son successeur, ni ses opposants n'ont été capables de combler (...) Mahmoud Abbas était le successeur le plus légitime. A la fois de par son rang de numéro deux de l'OLP et du fait de son rôle de pionnier du dialogue avec Israël (...) Il aurait pu peut-être s'imposer si Ariel Sharon ne s'était pas concentré au même moment sur le retrait unilatéral de Gaza décidé du vivant d'Arafat.* » Manifestant ainsi que celui-ci n'entendait voir aucun interlocuteur valable du côté palestinien. M. Abbas, une fois élu, n'a pas pu non plus imposer à la « vieille garde » ambitieuse de l'OLP les réformes nécessaires, ni n'a pu compter sur des « soutiens » extérieurs qui se seraient traduits par des résultats positifs, bien au contraire.

Cela a fait le jeu des leaders du Hamas. Mais des leaders, pris, comme le notait encore Gilles Paris, « *au piège de leur victoire lors des élections de janvier 2006 (...Ils) se seraient accommodés à l'évidence d'une solide minorité au Conseil législatif (le 'Parlement' ndlr)* », ont critiqué le Fatah. Les dirigeants du

⁴ Article paru dans le N° 301 du *Journal du mardi*, 9 janvier 2007

Hamas « se sont retrouvés face à une énorme contradiction : celle de se couler dans des institutions bâties pour un objectif qu'ils récuse, à savoir la création par la négociation d'un Etat aux côtés d'Israël sur une partie seulement de la Palestine mandataire. »⁵

Une rencontre, un show ?

Le ciel est donc bien sombre. Une rencontre entre MM. Abbas et Olmert - une première depuis bien longtemps - a toutefois donné quelques résultats. Mais elle n'a pas été l'amorce d'une relance du processus de paix. « *La rencontre s'est réduite à un show commandé par Washington* » a expliqué le politologue israélien Menahem Klein. Le Hamas y a vu une preuve de plus d'une alliance entre les Etats-Unis, Israël et les amis d'Abbas. La Maison Blanche et Ehud Olmert envisagent d'ailleurs une aide militaire aux troupes fidèles au président palestinien.

Mais peut-être d'autres choses se trament-elles en coulisses devant cette évidence que le choix des armes ne résoudra rien. D'où les bruits qui courent sur la possible libération de Marwan Barghouti, le dirigeant charismatique, condamné cinq fois à la prison à vie. Et qui est aussi à l'origine d'un document publié en juin dernier et dit « des prisonniers ». Texte qui, détaillant un règlement global du conflit, est à la base des discussions entre le Fatah et le Hamas pour la constitution aujourd'hui introuvable d'un gouvernement d'union nationale : création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, lutte pour les droits des réfugiés. Un document capital puisqu'il reconnaît implicitement Israël. Il est vrai quand dans le même temps Tel-Aviv annonçait une relance de la colonisation...

Le Liban sous forte tension

Le 12 juillet 2006, trois soldats israéliens étaient capturés par le Hezbollah libanais. Israël lançait une nouvelle guerre. En trente-trois jours, plus de 1500 civils allaient trouver la mort. Mais pour la première fois, Israël ne sort pas vainqueur et Ehud Olmert est dans la tourmente. Dans l'opinion publique, des voix de plus en plus nombreuses (les organisations pour la paix mais aussi des intellectuels de renom, qui avaient soutenu la guerre au Liban) demandent l'ouverture de négociations, avec les Palestiniens et avec la Syrie. Au lieu de quoi, Olmert nomme au poste de Vice-premier ministre chargé des menaces pour la sécurité d'Israël Avigdor Lieberman, un russophone d'extrême droite. Avec lui, c'est l'Iran et son éventuelle arme nucléaire qui sont maintenant dans le collimateur israélien. Au Liban, la reconstruction va bon train mais l'aviation israélienne viole chaque jour l'espace aérien libanais. Sur le plan intérieur, en cette fin d'année, la tension est forte. L'assassinat du ministre de l'Industrie, Pierre Gemayel, s'est produit alors que la rupture est consommée entre les mouvements chiites Hezbollah et Amal (ils ont démissionné du gouvernement), d'un côté, et les Forces du 14 mars, la majorité, de l'autre. Le bras de fer est engagé dans la rue avec des manifestations monstres organisées par le Hezbollah. Parmi les divergences : les prérogatives du tribunal chargé de juger les assassins de Rafic Hariri, le remplacement du président de la République, Émile Lahoud, et un élargissement de la présence chiite et des partisans du chrétien Aoun dans un gouvernement d'union nationale.

⁵ « Crise de leadership en Palestine ». Le Monde du 27 décembre 2003.